OMALY SY ANIO, n° 41-44, 1995-1996, pp. 193-204

PROBLEMES SOCIO-ECONOMIQUES ET AMBIANCE POLITIQUE A TANANARIVE AVANT ET AU LENDEMAIN DE L'INSURRECTION DE MARS 1947

par

Lalasoa Jeannot RASOLOARISON

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'octroi des libertés démocratiques aux colonies donne espoir au peuple de ces territoires qui aspirent à de profonds changements sur le plan économique, social et politique, vu l'ampleur des souffrances endurées pendant les années de guerre. Comme dans les autres colonies françaises, à Madagascar, cette émancipation politique n'est pas suivie d'une amélioration de la situation matérielle et financière des travailleurs autochtones. Au contraire, ces derniers continuent de souffrir des difficultés socio-économiques nées de la guerre comme la baisse de la production, la pénurie des marchandises d'importation, la flambée des prix, ou encore le rationnement des vivres et le marché noir.

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE TANANARIVE

Le vécu quotidien des salariés malgaches de Tananarive durant la période de la guerre et de l'après-guerre (1939-1949)[1] est conditionné par la crise et la pénurie. Avec l'éclatement de la Seconde Guerre mondiale, les activités socio-économiques du pays en général et de la capitale en particulier se trouvent désorganisées. Et par conséquent, les conditions d'existence de la population se détériorent face à la hausse du coût de la vie. Cette situation va, de son côté, entretenir un phénomène de malaise social à Tananarive. Cette ville, grand centre urbain, berceau et foyer du nationalisme malgache dès ses origines, devient un terrain propice aux propagandes des partis politiques qui réclament l'amélioration de la situation du colonisé et l'indépendance du pays. De ce fait, de

1. Ce thème a fait l'objet de notre mémoire de maîtrise soutenu en juille 1997 et intitulé : *Les travailleurs malgaches de Tananarive face à la crise de la guerre et de l'après-guerre (1939-1949)..*

nombreuses couches sociales sont favorables à la lutte nationaliste et à l'avènement de l'indépendance[1]

La population tananarivienne est passionnée par une vie politique active qui s'éveille dès le lendemain de la guerre, avec la préparation des élections à l'Assemblée Nationale Constituante d'octobre 1945 et orchestrée par une presse d'opinion libérée. C'est aussi la capitale qui accueille les premiers partis politiques purement malgaches, en 1946, le PDM, puis le MDRM, le PADESM et le MSM. La vie politique s'anime tout au long de cette année, ponctuée par les campagnes de propagande des élections législatives de juin et de novembre, et par diverses manifestations favorables à l'émancipation du pays. Néanmoins durant l'insurrection, et notamment dans la nuit du 29 mars 1947, la capitale reste calme et ne participe pas aux soulèvements qui éclatent alors dans différents points de l'île. Il n'en reste pas moins que l'ambiance politique s'y trouve marquée chez les Malgaches par la peur de l'administration et des colons, par la défiance entre la communauté française et la masse des autochtones, et par une répression politique qui s'abat sur les nationalistes dans leur ensemble.

1. DES MALGACHES VICTIMES DE L'ECONOMIE DE PENURIE

La période 1939-1949 est marquée par la guerre et l'après-guerre et leur retombée sur l'économie et la société. A la veille des hostilités, l'économie tananarivienne est encore saine. Les difficultés commencent à apparaître aux premières années de la guerre avec la rupture des échanges commerciaux avec l'extérieur. La baisse de la production rizicole, et de manière plus générale, les perturbations économiques occasionnées par la guerre, les difficultés de communication, les pénuries de toutes sortes affectent sérieusement le ravitaillement de la capitale.

1.1. Le difficile équilibre salaire-prix

La pénurie des marchandises d'importation et même des produits locaux entraîne la flambée des prix des produits de première nécessité sur le marché. En même temps, la hausse des salaires n'arrive pas à suivre celle des prix. A Tananarive, le prix du kilo du riz rouge, aliment de base des Malgaches, se trouve multiplié par 22,5 de 1939 à 1949, passant de 5,50 à 70 francs[2]. Par conséquent, le pouvoir d'achat des salariés diminue considérablement. Aussi, ces derniers sont-ils mécontents de leur situation financière car les employeurs continuent à pratiquer une politique de bas salaire pour préserver leurs bénéfices ou éviter le

1. Rabearimanana L., Presse d'opinion et lutte politique à Madagascar de 1945 à 1956, in *Revue française d'Histoire d'outre-mer*, tome LXVII, n° 246-247, 1er et 2e trimestres, 1980, p. 99.
2. *Annuaire statistique de Madagascar*, vol. 1, 1938-1951, p. 78-79 et 154-155.

déficit vu la désorganisation des activités économiques du pays. De ce fait, les travailleurs tananariviens sont obligés de restreindre leurs dépenses à cause de l'écroulement de leur niveau de vie. Les manœuvres, les ouvriers, les employés subalternes en général restent les principales victimes de cette faiblesse des taux de salaires.

De 1939 à 1949, le coût de la vie pèse de plus en plus sur le budget familial des Malgaches. L'indice du coût de la vie mensuelle est de 100 points en 1939, 1 732 points en septembre 1948[1], et se trouve donc multiplié par 17 en moins de 10 ans. De ce fait, les salariés sont obligés de vivre avec un budget réduit. Ils sont contraints d'acheter par quantité infime les produits nécessaires à la vie quotidienne alors que les Européens n'en souffrent pas autant. Au lendemain de l'insurrection de mars 1947, la panique qui s'empare de la population, s'ajoute à l'ambiance de pénurie préexistante pour aggraver la désorganisation des activités économiques de la ville. Les commerçants en profitent pour augmenter leurs prix.

Dans les années 1940, les salariés de la capitale se trouvent victimes de la hausse excessive des prix. L'extension de la circulation monétaire, notamment depuis la création du franc CFA en 1946, contribue largement au développement de l'inflation dans la ville. La hausse des prix et celle des salaires se trouvent en déséquilibre. La seconde n'arrive jamais à atteindre la première. En fait, "l'inflation et la hausse du coût de la vie enregistrées dans les T.O.M. au lendemain de la guerre mettent la majeure partie des Malgaches dans une situation difficile vu l'écroulement de leur niveau de vie"[2]. A cela s'ajoutent les problèmes de ravitaillement et le marché noir.

1.2. Problèmes de ravitaillement et marché noir

La contribution à l'"effort de guerre" et la persistance de l'économie de pénurie après 1945 amènent l'administration à instaurer une nouvelle organisation de la répartition des produits de première nécessité destinés à la consommation de la population. Pour organiser au mieux le ravitaillement de la capitale, l'administration établit des carnets de distribution pour chaque famille à une période où les prix sont taxés. La livraison se fait une fois par semaine dans le canton où habite l'intéressé. Toutefois, elle se fait irrégulièrement et dans de nombreux cas en quantité insuffisante. De ce fait, de nombreux ménages tananariviens ne peuvent se nourrir convenablement et sont obligés de remplacer le riz par des produits vivriers secondaires comme le manioc, le maïs ou la patate douce. D'autres se procurent du riz au marché noir. Un autre produit stratégique

---

1. Indice du coût de la vie pour un indigène de la masse au 30 septembre 1948, ARM, L 6 88.
2. Rabearimanana L, *La vie rurale à Madagascar de la crise de 1930 à la veille de l'Indépendance (1930-1958)*, Thèse pour l'obtention du doctorat d'Etat ès-Lettres et Sciences Humaines, Paris, Université Paris VII, 1994-1995, p. 378.

dont le ravitaillement se fait dans des conditions difficiles dans les années 1940 est le tissu. La quantité de tissu distribuée est de 3 mètres par personne[1]. Pourtant, l'approvisionnement reste ardu si l'acheteur n'a pas de relations directes ou indirectes dans le commerce de gros ou de détail[2]. Toutes ces difficultés entraînent le développement du marché noir dans les échanges car la pénurie fait subir à la population malgache un problème de ravitaillement quasi permanent dans toute l'île.

Le marché noir fait son apparition dans la capitale en 1940 lorsque les échanges commerciaux avec l'extérieur sont rompus. Il se maintient tout au long des années 1940 à cause de la pénurie et des problèmes de ravitaillement. Il fait souffrir la majeure partie de la population malgache car les prix pratiqués lui restent inaccessibles. Par exemple, à Tananarive, en 1948, un mètre de tissu *soga* qui doit être vendu 30 francs au prix taxé coûte 100à 150 francs au marché noir[3]soit plus du triple du premier, alors que le salaire minimum journalier est fixé seulement à 57 francs. Aussi, à la veille de l'insurrection de mars 1947, la grogne sociale gagne-t-elle presque tous les milieux à Tananarive.

La course infernale salaire-prix des années 1940 est un élément caractéristique de l'économie de pénurie. Le difficile équilibre salaire-prix résulte en grande partie du dirigisme économique imposé par l'administration et qui s'avère particulièrement impopulaire. Aussi les Malgaches prêtent-ils attention à la campagne de propagande des partis politiques nationalistes lors des élections législatives de 1945-1946 car ces derniers osent dénoncer cette détérioration des conditions d'existence des salariés et les méfaits de l'intervention de l'Etat dans le commerce. La précarité de la vie matérielle des Malgaches crée une opinion favorable aux revendications nationalistes dans le but de renverser le régime colonial. La revendication de l'indépendance de Madagascar jouit d'un succès foudroyant dans la capitale comme dans une partie du pays.

2. UNE OPINION FAVORABLE À L'INSURRECTION

La persistance de l'économie de pénurie au lendemain de la Seconde Guerre mondiale entraîne le maintien des difficultés socio-économiques pour la majeure partie des Malgaches. Avec le maintien du statut de colonisés pour les autochtones malgré l'octroi des libertés démocratiques aux colonies en1946, une opinion favorable à la réclamation de l'indépendance intégrale émerge chez les Malgaches. De ce fait, les partis politiques de tendance nationaliste jouissent d'une grande popularité auprès de l'opinion publique.

---

1. Information recueillie auprès de 2 personnes contemporaines de l'événement
2. Répartition des tissus. Tananarive 1945, Aix-en-Provence, CAOM, 3D 30
3. Journal *Le Réveil de Madagascar*, n° 59, 21 juillet 1948.

2.1. Rôle des milieux nationalistes dans la capitale

Le nombre des électeurs malgaches passe de 19 000 en 1939 à 270 000 en1946. Et lors des élections législatives successives, la majorité se manifeste en faveur du mouvement d'émancipation du territoire[1]. Les électeurs tananariviens ne manquent pas à l'appel à chaque consultation électorale. La majeure partie d'entre eux votent pour les candidats nationalistes notamment pour ceux du MDRM car à Tananarive et sur l'ensemble des Hautes Terres, la propagande du PADESM, un parti soutenu par l'administration ne trouve pas beaucoup d'adeptes[2].

Capitale de la colonie de Madagascar et Dépendances, Tananarive abrite les établissements scolaires et forme une élite ouverte aux idées venant de l'extérieur et aux débats idéologiques. Elle est également la capitale de l'anti-colonialisme. De la *Vy Vato Sakelika* aux événements du 29 mars 1947, en passant par le mouvement animé par Ralaimongo dans les années 1920, le Secours Rouge International et le Parti Communiste dans les années 1930, les mouvements ou partis nationalistes, ayant leurs sièges dans la capitale, exercent une influence considérable sur la population malgache, membres de l'élite comme les autres. Ces mouvements ont pour objet de dénoncer les abus commis par l'administration sur les autochtones. De ce fait, ils attirent bon nombre d'adhérents et de sympathisants. Par exemple, de 1943 à 1946, le syndicat des marchands d'Analakely, présidé par Ranaivo Paul, membre influent du PCRM interdit, regroupe presque tous les commerçants des pavillons et du marché en plein air[3] car il protège aussi bien les paysans - marchands de riz, de volailles et de légumes que les commerçants des pavillons contre les agissements de certains contrôleurs des prix.

Dans la capitale, les groupements politiques nationalistes recrutent leurs membres parmi les élites intellectuelles comme les médecins, les écrivains-interprètes, les instituteurs, les employés des banques et maisons de commerces, etc., parmi les commerçants, les ouvriers et manœuvres et les paysans pour les autres couches de la population. Même si la plupart de ceux-ci ne participent pas directement de façon active aux luttes nationalistes, ils sont pour l'idée d'indépendance et d'émancipation de la colonie véhiculée par les leaders nationalistes. C'est pour cette raison qu'ils adhèrent au parti MDRM et autres groupements proches de ce dernier comme le syndicat CGT.

Une bonne partie de la population tananarivienne, même si elle n'adhère pas dans ces entités nationalistes par crainte et par peur de l'administration,

---

1. Randrianja S., Elites politiques et idéologie durant l'entre-deux-guerres à Madagascar in *Omaly sy Anio* n° 29-32, 1989-1990, p.375
2. Boiteau P., *Contribution à l'histoire de la nation malgache*, Paris, Editions Sociales, 1958, p.376
3. Ranaivo P., *Tolom-panafahana ho an'ny fahaleovantenan'i Madagasikara*, Genève, 1977, p. 50.

approuve en silence le combat de ceux qui militent pour l'indépendance du pays et pour le bien-être du peuple malgache. Ainsi de 1945 à 1947, des manifestations auxquelles participent de nombreux Malgaches, se sont déroulées dans les rues de la capitale pour exprimer ce sentiment nationaliste. Les plus spectaculaires sont les manifestations organisées lors de l'arrivée du Haut-Commissaire Marcel de Coppet en mai 1946 et lors de l'enterrement de deux Malgaches abattus par des gendarmes à Sabotsy-Namehana en juin 1946. Pendant ces événements ponctués de heurts avec les forces de l'ordre, à l'issue desquels les dirigeants nationalistes comme Ranaivo Paul sont arrêtés et emprisonnés, les Malgaches ont exprimé leur mécontentement à l'égard de l'administration coloniale et leur souhait pour l'indépendance de l'île.

Il n'est pas étonnant alors si lors des élections législatives de 1945 et 1946, les candidats nationalistes, notamment ceux du MDRM qui militent pour l'autonomie du pays comme celle accordée par la France au Vietnam, gagnent la faveur des électeurs malgaches. En fait, la population malgache aspire à de profonds changements et ainsi les candidats nationalistes comme Ravoahangy et Raseta sont toujours élus malgré les entraves mises à leur action par l'administration.

2.2. Les Tananariviens et l'insurrection du 29 mars 1947

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le but des mouvements nationalistes radicaux tels le parti MDRM et les sociétés secrètes JINA et PANAMA est de recouvrer l'indépendance du pays. Malgré l'inégalité du rapport de forces entre les Français et les Malgaches, les dirigeants nationalistes, notamment ceux des sociétés secrètes, pensent qu'il faut entreprendre une lutte armée, à l'exemple du Vietnam pour expulser les colonisateurs hors du pays, surtout lorsque le MDRM demande et se voit refuser le statut d'Etat libre au sein de l'Union Française pour Madagascar. C'est de Tananarive que se prépare l'insurrection, notamment au quartier général de la JINA à Antanimena, au domicile de Samuel Rakotondrabe.

Cependant, quand l'insurrection éclate dans la nuit du 29 au 30 mars 1947 dans les régions du centre, rien ne se passe dans la capitale, même si des nationalistes ont déjà projeté d'y organiser des opérations comme dans les autres régions de l'île. Ils ont renoncé au dernier moment vu l'inégalité des forces et pour éviter un bain de sang dans la ville. Au cours de la mise au point final du soulèvement qui a lieu à Tanjombato, le 28 mars 1947, le lieutenant Randriamaromanana Albert, principal responsable de l'opération dans la capitale s'est rendu compte que les insurgés sont mal préparés et il décide de tout arrêter. Les premiers responsables du soulèvement n'ont pas assisté à la réunion

par crainte pour leur vie et pour celle de leurs familles. Ils ont peur d'être dénoncés à l'administration, car ils sentent la présence de traître parmi eux[1]. De ce fait, malgré l'établissement d'un plan d'attaques bien défini (attaque des dépôts d'armes, des camps militaires; campagne de sabotages contre les points stratégiques de la capitale et de ses alentours comme le barrage d'Antelomita qui fournit de l'électricité pour la capitale), les nationalistes tananariviens ont renoncé au dernier moment à passer à l'action. La circulation de plusieurs convois militaires dans les rues de la ville, le soir du 29 mars a pu provoquer en partie cette ultime défection[2].

BIBLIOTHEQUE UNIVERSITAIRE TANANARIVE

Au lendemain de l'insurrection, malgré le calme qui règne à Tananarive, le couvre-feu est instauré. Les leaders et membres influents du MDRM sont arrêtés. Les Membres du Bureau politique du MDRM, comme le président du parti Andriatsifahaona Ratsimbazafy, le vice-président Razafindratandra R. Jean, le secrétaire général-adjoint Rabeantoandro Jean-Baptiste et le trésorier Robert Lapidaire sont arrêtés dans la capitale dès le lendemain de l'éclatement de l'insurrection même si aucune preuve tangible n'existe pour accuser le MDRM d'en être le responsable. La tactique adoptée par Marcel Baron et la Sûreté Générale est de frapper à la tête pour anéantir le mouvement nationaliste et pour répondre à l'instruction donnée par le Ministre des T.O.M., Marius Moutet selon laquelle "il faut abattre le MDRM par tous les moyens". Les arrestations opérées dans la capitale concernent non seulement les dirigeants du MDRM mais touchent l'ensemble des sympathisants et proches du parti nationaliste. C'est le cas pour les leaders cégétistes de la capitale. Rakotonirina Stanislas, secrétaire du syndicat C.G.T. des employés du Comptoir National d'Escompte et Rantoanina Raphaël, secrétaire du syndicat CGT des cheminots malgaches sont arrêtés sans motifs valables. Pour l'arrestation de ce dernier, la Sûreté Générale invoque tout simplement "s'il n'était pas du MDRM, il était de la CGT", et après pour le révoquer de son emploi, l'administration invente le délit "d'inaptitude morale"[3]. En dehors de ces cadres dirigeants, d'autres personnes issues de différents milieux de la capitale sont emprisonnées pour leur sympathie nationaliste. Par exemple, Randrianarivelo André, actuel président du VTTM (*Vondron'ny Tia Tanindrazana Mpiady tamin'ny 1947* ou Union des anciens combattants nationalistes de 1947), à l'époque des faits âgé de 18 ans et élève au lycée Gallieni, a été arrêté parce qu'il était membre de la société PANAMA[4].

---

1. Entrevue avec quelques membres du VTTM (*Vondron'ny Tia Tanindrazana Mpiady tamin'ny 1947*), en 1997.
2. Tronchon J., *L'insurrection malgache de 1947*. Thèse présentée pour le Doctorat de 3e cycle, Paris, 1973, p. 22.
3. Boiteau P., *Quelques éléments pour l'histoire des organisations syndicales à Madagascar*, p. 151.
4. Témoignage de Randrianarivelo André.

Après ces vagues d'arrestations, commencent alors pour ces nationalistes d'interminables interrogatoires ponctués de tortures[1], entraînant des souffrances morales pour leurs familles. En plus, ces dernières sont victimes de harcèlement moral de la part des agents de la Sûreté Générale qui ne font que les discréditer aux yeux de leurs compatriotes. Ainsi, les familles des accusés sont souvent mal vues par une partie de la société tananarivienne car elles sont considérées à tort ou à raison comme des opposants à l'Administration (*mpanohitra fanjakana*). De ce fait, elles sont isolées dans la société, à part dans le milieu nationaliste, car certaines personnes craignent d'être compromises à leur contact. Tout cela ne les empêche pas pour autant de soutenir d'une façon active matériellement et moralement leurs parents emprisonnés. Pour les peines prononcées à l'encontre des nationalistes inculpés, la plus spectaculaire dans la capitale est l'exécution du lieutenant Albert Randriamaromanana, nationaliste fervent, principal instigateur de l'insurrection qui devait éclater dans la ville, en avril 1948.

Au lendemain de l'insurrection, les militaires algériens et sénégalais ainsi que les policiers comoriens présents dans la capitale sèment la panique en dépouillant les Malgaches de leurs biens. Et les victimes ne peuvent rien entreprendre contre eux. Les Sénégalais sont d'ailleurs tristement célèbres pour leurs exactions contre les Malgaches et ont la réputation d'être anthropophages. Leur rôle dans la répression du mouvement nationaliste n'est pas non plus étranger à cette opinion que les Malgaches ont des Sénégalais. D'ailleurs, à Madagascar comme en Afrique, la conquête ne s'est-elle pas effectuée avec les tirailleurs sénégalais ?

Devant l'ampleur des événements, les colons français, par le biais du *Tana-Journal*, de *L'Avenir de Madagascar* et de la *Ligue des intérêts franco-malgaches*, revendiquent la proclamation de l'état de siège à Tananarive. A deux reprises, les 1er et 5 avril 1947, ils manifestent dans les rues de la capitale et devant les grilles de la résidence du Haut-Commissaire à Ambohitsorohitra aux cris de "De Coppet ! Démission !"[2] car ils estiment que la situation est le résultat de la négligence de l'administration. Ils demandent des exécutions exemplaires à l'encontre des leaders du MDRM. Ainsi, la confiance entre Français et Malgaches n'existe plus.

Du côté malgache, en 1947 et en 1948, les journaux pro-MDRM, proches du milieu nationaliste, cessent de paraître un à un. Les journalistes qui sont en même temps des hommes politiques responsables du MDRM sont arrêtés. L'arrestation de Ranarivelo, directeur du *Ny Fireneko* et de Ranaivo Jules, directeur du *Ny Rariny* - La Justice, sont des exemples. Mais ces journaux sont remplacés par d'autres comme "Fraternité-*Fihavanana*, *Tari-dàlana*, *Tenimiera* et

1. Témoignage de Ratsimandresy Joseph, ancien membre du MDRM.
2. Tronchon J., *op. cit.*, 1973, p. 32.

Tarigetra" de l'équipe des communisants. Au lendemain de l'insurrection, la tension est vive dans la capitale car à côté des nationalistes, la presse "loyaliste", organe du PADESM qui, dès 1946 proclame "son indéfectible attachement à la chère mère patrie"[1], approuve la répression contre les insurgés[2]. De ce fait, les Tananariviens sont passionnés par les débats politiques. Au cours du procès des trois parlementaires et de certains leaders du MDRM de juillet-octobre 1948, les Tananariviens se ruent vers le palais d'Andafiavaratra où se déroule le procès cas ils veulent montrer leur sympathie et leur soutien aux accusés. Malgré tout cela, le verdict montre l'hostilité de l'administration envers les nationalistes.

Malgré la cruauté de la répression dans le pays et la lourdeur des peines prononcées à l'encontre des insurgés et des membres du MDRM, les nationalistes tananariviens en liberté reprennent le combat dès la fin des années 1940-début des années 1950 pour faire prévaloir le droit des Malgaches, réclamant par exemple la révision du procès ou encore l'amélioration des conditions de vie et de travail des Malgaches dans le contexte de l'économie de crise et de pénurie. En 1950, Le COSOMA (Comité de Solidarité de Madagascar) est créé dans la capitale par d'anciens membres et sympathisants du MDRM pour soutenir et aider les détenus liés aux événements de 1947 et pour réclamer leur amnistie[3]. Dans son entreprise, le Comité est aidé par d'autres groupements nationalistes comme le GEC (Groupe d'Etudes Communistes) et la CGT, notamment dans la campagne de pétition pour revendiquer l'amnistie générale des détenus. Aussi, l'ambiance politique dans la capitale, au lendemain de l'insurrection de mars 1947, reste-t-elle toujours en effervescence malgré la répression de toute sorte qui frappe les nationalistes.

Face à la répression brutale et les reproches injustes dont sont victimes les Malgaches, la presse nationaliste ne désarme pas. Au début des années 1950, elle réclame la libération de tous les détenus politiques[4] ; elle continue de nourrir les Tananariviens d'un sentiment nationaliste malgré la restauration de la censure et une ambiance politique assombrie par la répression. Malgré les poursuites de toutes sortes qui atteignent les dirigeants nationalistes, Tananarive reste à jamais un bastion du nationalisme malgache. Aux élections législatives de juin 1951, Rakotonirina Stanislas, ancien conseiller provincial du MDRM, retrouve dans la capitale les pourcentages précédemment obtenus par le MDRM[5].

---

1. Journal *Voromahery*, n° 1 du 6 août 1946 (Editorial)
2. Rabearimanana L., *La presse d'opinion à madagasccar de 1947 à 1956*, Vol. 1. Thèse pour le doctorat de 3e cycle, Paris-Antananarivo, 1978, p. 120.
3. Témoignage de Gisèle Rabesahala.
4. Journal *Fifanampiana*, n° 3 du 30 septembre 1950.
5. Boiteau P., *op. cit.*, 1958, p. 409.

En fait, en 1945 et 1946, les Tananariviens montrent toujours à travers les urnes qu'ils sont pour l'indépendance du pays en votant pour les candidats nationalistes. L'insurrection de mars 1947 montre la volonté d'un peuple de vouloir en finir avec un régime qui l'a fait tant souffrir.

Conclusion

La baisse sensible des importations observée à partir de 1940 due à la rupture des échanges avec l'extérieur se traduit par la pénurie de certains produits de première nécessité. En même temps, les prix des denrées locales comme le riz et la viande enregistrent une hausse sensible. De ce fait, le rapport salaire-prix reste inéquitable. De son côté, la pénurie engendre des problèmes de ravitaillement pour la population. Parallèlement, le marché noir se développe dans l'indignation totale de la population.

Face à tant de souffrances, la majorité des Malgaches approuve l'action des mouvements et partis politiques nationalistes estimant que la colonisation a trop duré et souhaite un avenir nettement meilleur. Dans la capitale, les propagandes nationalistes atteignent toutes les couches sociales car elles réclament une amélioration des conditions d'existence des salariés. Pourtant, malgré leur volonté et leur courage, les Tananariviens se heurtent toujours à la méfiance et au mépris de l'administration.

Au cours des événements de mars 1947, Tananarive n'a pas bougé. Mais le nationalisme tananarivien qui s'oriente vers la réclamation de l'indépendance, reste et persiste. Les activités nationalistes diminuent mais ne s'arrêtent pas. Même si les Tananariviens n'ont pas bougé, la répression politique et judiciaire les frappe. Cela ne les empêche pas de poursuivre les revendications dans le cadre de nouvelles structures comme le Comité de Solidarité de Madagascar (COSOMA) ou *Fifanampiana Malagasy* ou dans les sections syndicales de la CGT et surtout par le biais de partis politiques lorsque l'ambiance de liberté est restaurée à la veille de la Loi-cadre de 1956.

BIBLIOGRAPHIE ET SOURCES

I. Bibliographie

Annuaire statistique de Madagascar, vol. 1, 1938-1951.

BOITEAU P., *Contribution à l'histoire de la nation malgache, I* Paris, 1958, Editions sociales.

BOITEAU P., *Quelques éléments pour l'histoire des organisations syndicales à Madagascar.*

MANANTSIALONINA RABEARIMANANA L., *La vie rurale à Madagascar de 1930 à 1958,* Thèse pour le Doctorat d'Etat, Université Paris 7, 1995, 905 p.

RABEARIMANANA L., *La presse d'opinion à Madagascar, 1947 à 1956,* Tananarive, 1980, Libraire Mixte, 318 p.

RABEARIMANANA L., "Presse d'opinion et luttes politiques à Madagascar de 1945 à 1956", in *Revue Française d'Histoire d'Outre-Mer,* t. LXVII, 1980, n° 246-247.

RANAIVO P., *Tolom-panafahana ho an'ny fahaleovantenan'i Madagasikara,* Genève, 1977.

RANDRIANJA S., "Elites politiques et idéologie durant l'entre-deux guerres à Madagascar", in *Omaly sy Anio,* 1989-1990, n° 29-32.

RASOLOARISON J.L., *Les travailleurs malgaches de Tananarive face à la crise de la guerre et de l'après-guerre (1939-1949),* 1997.

TRONCHON J., *L'insurrection malgache de 1947,* Paris-Fianarantsoa, 1986, 2e éd., Karthala-Efa, 399 p.

II. Sources

Sources écrites

ARM (Archives de la République de Madagascar) Antananarivo

- L 688. Indice du coût de la vie pour un indigène de la masse au 30 septembre 1946.

CAOM (Centre des Archives d'Outre-Mer), Aix-en-Provence

- 3 D 30. Répartition des tissus, Tananarive 1945.

La presse contemporaine

- *Fifanampiana,* Tananarive, 1950.
- *Le Réveil de Madagascar,* Tananarive, 1948
- *Voromahery,* Tananarive, 1946

Sources orales

- Témoignages de contemporains des événements, Antananarivo, juillet 1997.
- Témoignages de membres de la JINA et du PANAMA, du VTTM, de Gisèle Rabesahala, juillet 1997.